

Lettre ouverte de la Coalition le Royal Vic pour le bien public

Le site de l'hôpital Royal Victoria doit servir le bien commun

Non à la privatisation et aux condos!

Pour les groupes qui veulent signer la lettre, SVP contacter ccmp.miltonparc@gmail.com

Le site de l'ancien hôpital Royal Victoria doit poursuivre sa vocation initiale d'offrir des services sociaux. Nous demandons que son usage futur et sa propriété soient décidés et gérés de façon démocratique et écologique, et ce, au service du bien commun.

Trois ans après le déménagement des services de santé de l'ancien hôpital Royal Victoria en 2015, le gouvernement du Québec a annoncé qu'il autorisait l'Université McGill à se doter d'un nouveau campus sur une portion du site et il accordait à cette dernière un soutien financier de 37 millions de dollars. Cette décision majeure à propos d'un site public offrant un énorme potentiel pour continuer à servir la population montréalaise fut prise sans aucune consultation de la société civile ni des résidents et résidentes du quartier et sans débat à l'Assemblée nationale.

Nous ne sommes pas foncièrement opposés à ce qu'une section du site puisse être utilisée comme campus par l'Université McGill, qui a aussi pour vocation de servir l'intérêt public en matière d'éducation. Mais il importe de s'assurer de la pérennité de cette dernière et d'éviter que l'Université McGill soit un jour tentée par la privatisation de certains de ses immeubles à l'exemple d'autres institutions.

En cette période d'intense gentrification, il est en effet inacceptable que d'importantes propriétés publiques, initialement destinées au bien commun, soient constamment privatisées. On n'a qu'à penser à la désastreuse vente à rabais de l'ancien Hôpital pour enfants à un coût de 25 millions de dollars, alors que son évaluation foncière s'élevait à 47 millions. Après des décennies de demandes répétées de la part de la population du quartier de Peter McGill en vue d'obtenir des installations publiques (école primaire, bibliothèque, complexe sportif, centre communautaire, logements sociaux, etc.), celle-ci s'est vu refuser le droit de participer au développement de son propre quartier. S'ajoutent d'autres exemples récents tels que la vente à des promoteurs privés de l'Institut thoracique, du site de Radio-Canada et de celui du Bassin Peel-Bonaventure. D'autres sites d'importance, institutionnels ou religieux, autour de la montagne ont aussi été privatisés pour faire place à des condos. Mentionnons l'ancien site du Collège Marianopolis, le Couvent d'Outremont (tous deux acquis puis revendus par l'Université de Montréal) et celui des Sœurs missionnaires de l'Immaculée-Conception ainsi que l'ancien hôpital Shriners.

Il est profondément troublant que de telles décisions aient été prises derrière des portes closes. À une époque marquée par le cynisme politique et par une profonde crise du logement, les citoyennes et les citoyens ne doivent pas être exclus du processus décisionnel. Nous demandons que le gouvernement fasse un véritable effort pour associer la société civile aux décisions entourant la requalification du site et des bâtiments de l'ancien hôpital Royal Victoria.

Par ailleurs, le processus décisionnel devrait reposer sur le souci que les versants du Mont-Royal ne soient pas réservés qu'aux élites, mais soient également accessibles à la population en général.

Préserver l'héritage hospitalier

La vocation sociale que les fondateurs ont inscrite dans l'acte de cession et le rôle historique du site en matière de santé et d'habitation, notamment grâce à la contribution des femmes, doit aussi se retrouver au cœur de toute décision. Pour que le Royal Victoria continue à servir le bien commun, il importe qu'il puisse répondre à différents besoins sociaux. Ceux-ci comprennent entre autres le logement social, les espaces communautaires et culturels, les ressources éducatives et scolaires ainsi que l'économie sociale et solidaire pour, et ce, en vue d'assurer le bien-être de tous.tes les Montréalais.es, principalement de celles et ceux présentant des besoins particuliers, dont les aînés. C'est ainsi que pourra s'intégrer la participation démocratique dans la conception d'une entreprise vraiment originale.

Pour ces raisons, il est essentiel de mettre en place une gouvernance spécifique et accessible. À nos yeux, la propriété du site dans son entièreté, autant des bâtiments que du terrain, doit demeurer dans le domaine public, c'est-à-dire aux mains du gouvernement du Québec ou de la ville de Montréal. Une autre possibilité serait d'implanter un mode collectif de propriété et de gestion, par exemple une fiducie foncière, un organisme sans but lucratif ou une coopérative, ou encore de considérer l'outil du bail emphytéotique utilisé pour l'Hôtel-Dieu de Paris. Un tel modèle permettrait de garantir que les personnes usagères ou résidentes perpétuent dans les décennies à venir l'élan pour un tel projet collectif.

Enfin, la requalification du site exige de respecter les principes du développement écologique. À titre d'exemple, une importante section de l'immense terrain de stationnement pourrait être intégrée au parc du Mont-Royal ou encore être rendue disponible pour de l'agriculture urbaine.

En conséquence, nous demandons au gouvernement du Québec de décréter un moratoire sur la vente du site et des bâtiments, de s'engager dans un véritable dialogue avec la société civile et d'élaborer un projet qui corresponde à l'acceptabilité sociale et qui serve le bien commun.

SIGNATAIRES :

1. Le Comité des Citoyen.ne.s de Milton Parc (CCMP-MPCC)
2. La Table de quartier de Peter McGill
3. La Communauté Milton Parc (CMP)
4. L'Association étudiante de l'Université McGill (AEUM)
5. Le Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
6. Conseil régional de Montréal de la FTQ
7. Conseil central de Montréal de la CSN
8. La Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM)
9. La Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)
10. Innovation Jeunes
11. Direction chrétienne Inc.
12. Le Comité logement de Ville-Marie (CLVM)
13. Chambreclerc (OSBL d'habitation)

14. Action Catholique Montréal
15. Le Groupe communautaire L'itinéraire
16. Ex aequo
17. L'Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE)
18. Concordia Student Union (CSU)
19. Solidarité Milton Parc
20. Église luthérienne St-Jean
21. Groupe de recherche à intérêt public à McGill (GRIP McGill)
22. Le Quadrilatère de la Miséricorde
23. People's Potato
24. Exeko
25. Atelier Habitation Montréal
26. La Porte Jaune
27. Montréal pour tous
28. Communauté Saint-Urbain
29. L'Association étudiante à l'École des sciences de la gestion à l'UQAM (AéESG)
30. Racine Croisée
31. Multi-Femmes
32. Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal
33. Ateliers d'éducation populaire du Plateau
34. Entremise
35. Coopérative Marie-Gérin-Lajoie
36. Imagerie Local des jeunes
37. CDC Action solidarité Grand Plateau
38. La Coalition montréalaise des tables de quartier (CMTQ)
39. Centre des femmes de Montréal
40. Comité logement du Plateau Mont-Royal
41. Ligue des droits et libertés
42. Centre des femmes du Plateau Mont-Royal
43. Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP)
44. Groupe conseil en développement de l'habitation (Groupe CDH)
45. POPIR - Comité logement
46. Comité d'action des citoyennes et citoyens de Verdun (CACV)
47. Stasis - Groupe d'enquête sur le contemporain
48. Progressive Urban Planners
49. Mouvement des Personnes handicapées pour l'accès aux services (PHAS)
50. Groupe de recherche à intérêt public à l'UQAM (GRIP UQAM)
51. Ex Aequo
52. Collectif À nous la Malting
53. Habiter Ville-Marie
54. Le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles
55. La Coopérative de solidarité La Familiale
56. La Maison d'Aurore
57. Studio 303
58. Le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal)
59. Community Health and Social Medicine (CHASM) Incubator
60. McGill's Organization of Urban Planning Students (OUPS)
61. Food Cycle — Zero Waste Concordia
62. Coop La Petite Hutchison

Open Letter of the Royal Vic for the Public Coalition

The Royal-Victoria Hospital Site Must Serve the Common Good

No to Privatization and Condos!

For organisations willing to sign this open letter, please email ccmp.miltonparc@gmail.com

The site of the former Royal-Victoria Hospital must continue its initial vocation of healing. We want to see its future use and ownership be decided and managed democratically and ecologically to serve the common good.

Three years after health services moved out of the Royal-Victoria Hospital in 2015, the Quebec government announced that it would allow McGill University to create a new campus on half of the site including \$37 million in financial aid. This massive decision concerning a public site with an enormous potential to serve the people of Montreal was made without any consultation with civil society or local citizens, and without debate in the National Assembly.

We are not fundamentally opposed to a section of the site being used as a campus by McGill University, which also has a vocation to serve the public interest in education. However, this must be on the condition that the site be devoted to the common good in perpetuity. This would prevent McGill University from one day being tempted to privatize the buildings, as has happened to other previously university-owned institutions around the mountain.

In this period of intense gentrification, it is indeed unacceptable that important public properties, originally intended for the common good, are constantly being privatised. One need only think of the disastrous fire sale of the former Children's Hospital at a cost of \$25 million, when its property assessment was \$47 million. After decades of repeated requests from the people of Peter McGill's neighbourhood for public facilities (elementary school, library, sports complex, community centre, social housing, etc.), they were denied the right to participate in the development of their own neighbourhood. Other recent examples include the sale to private developers of the Chest Institute, the Radio-Canada site, and the Peel-Bonaventure Basin site. Other major institutional or religious sites around the mountain have also been privatized to make way for condos. These include the previous site of Marianopolis College, the Couvent d'Outremont (both sold by the University of Montreal), the Missionary Sisters of the Immaculate Conception as well as the Shriners Hospital.

It is deeply troubling that such decisions were made behind closed doors. In an era of political cynicism and a deep housing crisis, citizens must not be excluded from the decision-making process. We call on the government to make a real effort to involve civil society in the decisions surrounding the requalification of the site and buildings of the former Royal Victoria Hospital. Furthermore, the decision-making process should be based on the concern that the slopes of Mount Royal should not be reserved only for the elite, but should also be accessible to the general public.

Preserving the Legacy of Healing

Furthermore, the social vocation that the founders outlined in the deed of transfer and the fact that the site was built primarily as healthcare or housing (in particular for women) must be at the forefront of any decision. For the Royal Victoria to continue to serve as a place of healing, the site must serve social needs. This can include social housing, community and cultural spaces, education and schooling, the social economy, and resources for the health of our city, especially for those with urgent needs like the elderly. This must be a project that inspires the democratic participation of the community in building something truly original.

For these reasons, proper and accessible governance will be essential in making a sustainable project. In our eyes, the property in its entirety, both land and buildings, must remain in the public domain in the hands of the Province of Quebec or the City of Montreal. Alternatively, a communal ownership and/or management system, modeled after a community land trust, a non-profit organization, or a cooperative, could be established. Such a model would ensure that the users and residents are the agents of future for this space, and that the momentum for building a communal project persists for decades to come. Long-term leases, modeled after the Hôtel-Dieu Hospital in Paris for example, could also be a possibility.

Lastly, the reclassification of the site needs to be done according to the principles of ecological development. For example, a significant part of the vast parking lot could merge with Mount-Royal Park, or become a site for urban agriculture.

We ask, therefore, that the Government of Quebec declare a moratorium on the sale of the site and its buildings, engage in a true dialogue with the public, and develop a socially acceptable project that serves the common good.

SIGNATORIES:

1. Milton Parc Citizens Committee (MPCC)
2. The Peter McGill Community Council
3. The Milton Parc Community (CMP)
4. The Students' Society of McGill University (SSMU)
5. Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU)
6. Montreal Regional Council of the FTQ
7. Montreal Central Council of the CSN
8. Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain (FECHIMM)
9. Fédération des OSBL d'habitation de Montréal (FOHM)
10. Innovation Youth
11. Christian Direction Inc.
12. Comité Logement de Ville-Marie (CLVM)
13. Chambreclerc
14. Catholic Action Montreal
15. Groupe communautaire L'Itinéraire
16. Ex aequo
17. Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE)
18. Concordia Student Union (CSU)

19. Solidarity Milton Parc
20. St. John's Lutheran Church
21. Quebec Public Interest Research Group at McGill (QPIRG McGill)
22. Le Quadrilatère de la Miséricorde
23. The People's Potato
24. Exeko
25. Atelier Habitation Montréal
26. The Yellow Door
27. Montréal pour tous
28. La Communauté Saint-Urbain
29. L'Association étudiante à l'École des sciences de la gestion à l'UQAM (AéESG)
30. Racine Croisée
31. Multi-Femmes
32. Groupe-Ressource du Plateau Mont-Royal
33. Ateliers d'éducation populaire du Plateau
34. Entremise
35. Coopérative Marie-Gérin-Lajoie
36. Imagerie Local des jeunes
37. CDC Action Solidarité Grand Plateau
38. The Montreal Coalition of Neighbourhood Round Tables
39. Women's Centre of Montreal
40. Plateau Mont-Royal Housing Committee
41. Quebec Civil Liberties Union
42. Plateau Mont-Royal Women's Centre
43. Table régionale des organismes volontaires d'éducation populaire de Montréal (TROVEP)
44. Groupe conseil en développement de l'habitation (Groupe CDH)
45. Citizen Action Committee of Verdun (CACV)
46. Stasis — Groupe d'enquête sur le contemporain
47. POPIR — Comité logement
48. Progressive Urban Planners
49. Mouvement des Personnes handicapées pour l'accès aux services (PHAS)
50. Groupe de recherche à intérêt public à l'UQAM (GRIP UQAM)
51. Ex Aequo
52. À nous la Malting Collective
53. Habiter Ville-Marie
54. Le Carrefour d'éducation populaire de Pointe-Saint-Charles
55. La Coopérative de solidarité La Familiale
56. La Maison d'Aurore
57. Studio 303
58. Le Conseil régional de l'environnement de Montréal (CRE-Montréal)
59. Community Health and Social Medicine (CHASM) Incubator
60. McGill's Organization of Urban Planning Students (OUPS)
61. Food Cycle — Zero Waste Concordia
62. Coop La Petite Hutchison